



tribunes

Unis & solidaires pour Auray

La coupe du monde de football achevée, mal achevée pour la France, les adeptes du ballon rond visent l'Euro 2016. Plus près de nous les sportifs d'Auray ont tiré le bilan de la saison passée : satisfecit et encouragement vont de pair pour préparer au mieux la rentrée. Le sport n'est pas une compétence obligatoire des communes, des départements et des régions. Pour autant ces collectivités financent largement la pratique sportive sur la base de la clause générale accordée dans le cadre des lois de décentralisation. Clause menacée par la réforme territoriale en cours. Demain qui financera le sport ? Sous couvert de déficit public, l'organisation sportive au niveau national permettant au plus grand nombre de pratiquer un sport de compétition ou de loisirs, dans un club, toutes origines sociales confondues, est remaniée au profit du secteur marchand. Un ensemble de mesures redéfinit l'administration et le financement de la politique sportive de l'Etat : suppression des Directions Départementales et Régionales Jeunesse et Sport, privatisation de l'Institut National du Sport de l'Expertise et de la Performance, suppression des Centres Régionaux d'Education Populaire et Sportive.

Avec ses bénévoles le sport alréen dispose d'atouts pour relever les défis de demain et ne pas tomber dans une marchandisation qui porte atteinte aux idéaux de l'humanisme. La municipalité, dénonçant sans cesse le désengagement de l'Etat, poursuit son soutien à la vie associative sportive alréenne, à l'image des travaux d'agrandissement des locaux pour la pratique de la boxe sur le site de La Forêt. C'est aussi le sens de son action au sein d'Auray communauté pour la construction d'une piscine intercommunale. ■

L'Union pour Auray

Servir une cause idéologique où servir les intérêts des alréens ?

Avec la restauration scolaire, notre ville nage en pleine contradiction : ayant entamé un bilan carbone sur les déplacements des employés municipaux, dans l'optique de les réduire, nous faisons appel tous les jours à la ville de Lorient pour livrer nos écoles sous prétexte de 3 repas bio/mois! Ne remettant pas en cause la qualité des repas (même si les analyses à la suite de l'intoxication ont montré que les repas dits bio ne l'étaient pas entièrement) mais le coût pour les familles et l'incohérence de la démarche, pourquoi vouloir absolument faire travailler la ville de Lorient et ne pas envisager plutôt la construction d'une cuisine centrale dans l'intérêt de tous : cela aurait le mérite d'être un investissement durable, de créer de l'emploi et de faire travailler nos producteurs locaux. Botter en touche vers l'intercommunalité est un argument bien facile qui ne pourra satisfaire les alréens éternellement.

Le manque de parc, avec des jeux d'enfants, en est aussi une illustration. Alors que nous récupérons le Parc Jean Royère en face de l'école de Loch, à proximité du centre et de quartiers résidentiels, **ne pas l'équiper en jeux d'enfants serait au nom de la dorénavant sacro-sainte «bio-diversité» profondément absurde!** L'été entamé, et si nous regrettons que, mis à part les animations de l'office de tourisme et quelques manifestations associatives, on ne sache faire perdurer un événement festif ou culturel susceptible d'animer et de promouvoir notre belle ville, nous vous souhaitons à toutes et à tous de bonnes vacances avec une pensée particulière pour ceux qui n'en prennent pas ou qui ne peuvent partir. ■

Vivre Ensemble à Auray Biuein Asambl en Alré

«La forme d'une ville change plus vite, hélas, que le cœur d'un mortel»

Depuis 30 ans, encore plus depuis 20 ans, Auray s'est sans cesse enlaidie et appauvrie. S'il ne s'agissait que d'Auray. Mais tout le littoral continue à être saccagé sans vision à long terme. Notre patrimoine est bradé au nom d'un développement touristique qui nous échappe. Les entrées de la ville sont hideuses, de l'ancienne RN 165, avec sa vue imprenable sur le camp de la Terre-Rouge et ses multiples échangeurs vers Pluneret ou le Bono, jusqu'au nouveau rond-point démesuré de Toul Garros. Jusqu'où payera-t-on la 4 voies ? Et pour qui ? Elisons-nous nos représentants pour qu'ils organisent, à nos frais, les changements de population dont nous serons les victimes ? N'y aura-t-il bientôt dans le pays d'Auray que des vacanciers aisés et des saisonniers au Smic ou au noir ? Sur nos côtes surgissent résidences secondaires, en infraction avec la loi littoral, et à Auray, logements sociaux à moindre prix et moindre qualité. D'onéreux cabanets d'urbanisme ont été consultés mais on autorise des immeubles sans parkings souterrains ou sans le nombre suffisant de places de parking, même en centre-ville, alors que l'une des plaies de notre ville est le stationnement. On avait étudié le besoin de maintenir l'activité dans les quartiers mais on laisse construire des immeubles sans aucun local commercial au rez-de-chaussée. On émet le vœu de réunifier la ville, de retrouver les axes de circulation historiques et on construit un rond-point minéral et décentré qui isole encore plus la route de la gare. Quelle vision d'ensemble ? Une politique de la ville ne devrait pas se résumer à une politique du logement social. ■